

Fonds de partenariat pour le carbone forestier
Quinzième réunion du Comité des Participants (PC15) au FCPF
Lombok, Indonésie, 30 juin -1^{er} juillet 2013

Résumé des coprésidents

Chers Participants et Observateurs,

C'est avec plaisir que nous vous informons de la tenue à Lombok en Indonésie de la quinzième réunion (PC15) du Comité des Participants au Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) les 30 juin et 1^{er} juillet 2013.

Plus de 110 représentants des gouvernements, des populations autochtones tributaires des forêts et d'autres organisations de populations forestières, des organisations internationales et non gouvernementales ainsi que du secteur privé ont pris part aux réunions.

Nous tenons à remercier Dr. Iman Santoso, directeur général de l'agence indonésienne en charge du développement et de la recherche forestière, Pak Abdul Haris, vice gouverneur de la province indonésienne du Nusa Tenggara occidental et M. James Brumby, chef sectoriel pour la région Asie de l'Est pour la lutte contre la pauvreté et la gestion économique à la Banque mondiale pour leur allocution d'ouverture et de bienvenue aux participants.

Le Comité des Participants, s'étant réuni à Lombok en Indonésie, souhaite exprimer toute sa gratitude au Gouvernement et aux habitants de la République d'Indonésie pour leur hospitalité et l'accueil chaleureux offert aux participants.

Veuillez noter que tous les documents de référence, présentations, résolutions ainsi que ce résumé sont en ligne sur le site du FCPF à : <https://www.forestcarbonpartnership.org/pc15-june-30-july-1-2013-lombok-indonesia>. Toutes les photos se trouvent sur le site www.flickr.com/photos/fcpf

Session 1d. Mise à jour sur la requête d'inviter une observatrice aux réunions du CP

- L'Équipe de gestion du FCPF (FMT) a présenté au CP les derniers développements à propos de la requête faite par Madame Cecil Njebet, présidente du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts et fondatrice du Global Women's Tenure Network afin qu'une représentante du réseau puisse assister aux réunions du CP en qualité d'observatrice. Mme Njebet a participé en tant qu'observatrice aux PC13 et PC14.
- Conformément à la Section 8.01 du Règlement intérieur, la FMT, en concertation avec le Bureau du CP, a invité Mme Eleanor Dictaan-Bang-Oa, une représentante du réseau de l'Asie pour assister à la PC15.
- Une représentante du Global Women's Tenure Network de la région concernée sera invitée à assister aux futures réunions du CP.

Session 1e. Mise à jour de la FMT sur les avancées depuis la PC14

- La FMT a présenté [une mise à jour des avancées](#) depuis la réunion précédente (PC14) et les objectifs pour la PC16.
- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a informé le CP de la situation des pays pour lesquels le PNUD est un Partenaire à la mise en œuvre dans le cadre du FCPF, c'est-à-dire le Cambodge, le Honduras, le Suriname et la Papouasie-Nouvelle Guinée. Le PNUD a ensuite clarifié qu'il était en discussion avec la République centrafricaine (RCA), mais pas encore engagé à travailler avec la RCA en raison de l'instabilité politique actuelle. Le PNUD a également indiqué qu'il fournit appui à la préparation de la Proposition de mesures pour la préparation (RPP) du Bhoutan.
- La Banque interaméricaine de développement (BID) a informé le CP de la situation des pays pour lesquels elle est le Partenaire à la mise en œuvre dans le cadre du FCPF, c'est-à-dire le Guatemala, Guyana et le Pérou.
- Les Participants ont apprécié le progrès réalisé en matière de révision et de soumission finale des R-PP et les vérifications d'exhaustivité des R-PP par la FMT. Les Participants ont aussi relevé l'utilité du tableau de bord du FCPF comme outil de suivi des avancées du Fonds de préparation du FCPF.
- Ils ont cependant mentionné les goulots d'étranglement qui existent encore en matière de passation de marchés, de décaissement et de gestion financière et ont exprimé leurs préoccupations face à la lenteur de la résolution de ces problèmes. Les Participants ont demandé à la FMT d'effectuer une analyse des goulots d'étranglement et de proposer des solutions.

Actions de suivi :

- La FMT intégrera à l'avenir les mises à jour des Partenaires à la mise en œuvre dans le document global d'information présenté par la FMT au CP.
- Pour la PC 16, la FMT préparera un bref rapport contenant les principales recommandations visant à supprimer les goulots d'étranglement en matière de décaissement.
- La FMT et l'ONU-REDD examineront la possibilité d'organiser un atelier technique et de partage des connaissances en conjonction avec les prochaines réunions du CP du FCPF et du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD.

Session 2. Mise à jour sur les progrès en Indonésie, notamment de la subvention du FCPF et des avancées générales en matière de REDD+

- Le gouvernement indonésien a présenté [les progrès globaux en matière de préparation à la REDD+](#) grâce aux fonds du FCPF et à d'autres sources. L'Indonésie espère présenter un rapport officiel d'avancement à mi-parcours lors de la PC16.
- Les Participants ont eu un débat animé sur les avancées spectaculaires et les expériences de l'Indonésie. Ils se sont particulièrement attardés sur les progrès de l'Indonésie en matière de détermination des niveaux d'émissions de référence (REL) et de renforcement des capacités pour la mesure, notification et vérification (MRV), ainsi que les efforts d'implication des parties prenantes pour appuyer la formulation de la stratégie nationale de REDD+. Les Participants ont aussi mentionné les avancées en matière de développement d'un système national d'information portant sur les bénéfices multiples, les autres impacts, la gouvernance et les sauvegardes.
- Les Participants ont suggéré que l'Indonésie développe une approche pour impliquer davantage le secteur privé compte tenu du rôle prédominant de ce dernier en tant que facteur de déforestation dans ce pays. Il a été également suggéré à l'Indonésie de consolider les différents sites web

développés sur les efforts nationaux en matière de REDD+ grâce à différentes sources de financement afin de fournir une source d'informations harmonisée sur les progrès du pays.

Session 3. Situation des Programmes de renforcement des capacités pour les populations autochtones, les OSC et les communautés locales

- La FMT a brièvement présenté les engagements en cours et les dialogues concernant les populations autochtones notamment i) l'intégration de l'engagement du FCPF dans les processus et plateformes de plus vaste portée, ii) le récent événement parallèle à la 12^{ème} session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, qui a présenté le programme de renforcement des capacités du FCPF et iii) l'intégration du travail en cours dans les processus de la Banque mondiale sur les populations autochtones, sous la direction du Conseiller de la banque mondiale sur les peuples autochtones.
- La FMT a présenté [la situation actuelle des programmes de renforcement des capacités](#) des peuples autochtones tributaires des forêts, des autres populations forestières et des OSC du Sud qui passeront d'un système de fournisseur à un programme de petites subventions lors de l'AF14. Les organisations de peuples autochtones et de la société civile qui serviront d'intermédiaires régionaux (au nombre de six) et géreront les mécanismes de financement ont été identifiées. Les prochaines étapes pour lancer le nouveau système incluent le développement du concept de projet, le devoir de diligence (notamment sur les capacités fiduciaires et de sauvegarde des intermédiaires) et les non objections potentielles des pays.
- Les participants ont demandé des clarifications sur le programme. L'Observateur des OSC a exprimé des préoccupations sur le faible taux de décaissement du Programme de renforcement des capacités des peuples autochtones, des OSC et des communautés locales et a demandé un calendrier clair des décaissements en faveur des bénéficiaires des petites subventions.
- En réponse, la FMT a expliqué les différentes étapes de traitement des contrats et d'opérationnalisation du nouveau système et a confirmé accorder la priorité à l'amélioration des décaissements pour l'AF14.

Actions de suivi :

- Suite aux discussions avec les organisations des peuples autochtones et de la société civile, un atelier avec les organisations régionales intermédiaires est prévu, pour le moment pour le mois d'août 2013. L'atelier permettra à la FMT de développer les concepts de manière participative et de clarifier les aspects opérationnels liés à la mise en œuvre des programmes de petites subventions.

Mise à jour des organisations de peuples autochtones

- Après la session 3, les organisations des peuples autochtones [ont présenté un compte-rendu de la toute première réunion des observateurs des trois initiatives multilatérales sur la REDD+](#) (Programme ONU-REDD, FCPF et PIF), organisée à Lombok avant les réunions du CP. Les organisations des peuples autochtones ont identifié trois domaines prioritaires de concentration : l'engagement des parties prenantes, le suivi et évaluation et la prise en compte des aspects fonciers et de moyens de subsistance.

Session 4. Conflits d'intérêt potentiel pour le Fonds de préparation et le Fonds Carbone

- La [Résolution PC/15/2013/1](#) sur les conflits d'intérêt potentiels a été adoptée, clarifiant et amendant les dispositions de la Charte du FCPF sur les conflits d'intérêts.

Actions de suivi :

- Lorsqu'un R-PP ou un dossier de préparation (R-Package) est présenté au CP ou un Programme de RE aux Participants du Fonds Carbone, la FMT demandera aux Participants de divulguer tout conflit d'intérêt potentiel. La Charte amendée a été communiquée à tous les Participants non membres du CP lors de cette réunion pour une période de non objection de 30 jours, conformément à la Section 21.1 de la Charte. La Charte amendée sera en ligne sur le site du FCPF à la fin de cette période de 30 jours. La FMT élaborera d'autres directives sur les conflits d'intérêt potentiels.

Session 5. Version provisoire des Conditions générales d'un futur Contrat d'achat de réductions d'émissions (ERPA)

- L'Administrateur fiduciaire a présenté une première version des [Conditions générales du Contrat d'achat de réductions d'émissions](#) avec l'objectif d'une approbation du CP lors de sa seizième réunion. Les Conditions générales de l'ERPA sont basées sur le descriptif approuvé à la PC14. L'Administrateur a expliqué en détail aux Participants du CP la structure de la première version des Conditions générales de l'ERPA et ont répondu à leurs questions. Les éléments abordés portaient sur le titre légal des réductions d'émissions et l'introduction des plans d'atténuation en cas de retournement de situation. Les participants ont examiné comment traiter les retournements potentiels après la clôture de l'ERPA/FCPF.

Actions de suivi :

- Les Conditions générales de l'ERPA seront soumises pour approbation à la PC16.

Session 6. Présentation de l'année budgétaire de l'AF14 (y compris un rapport sur l'exécution des activités additionnelles approuvées dans le budget de l'AF13)

- La FMT a présenté au CP pour approbation [sa proposition budgétaire pour l'année fiscale 2014 \(AF14\)](#) ainsi qu'une revue des dépenses estimées lors de l'AF13. Un [rapport sur l'exécution des activités additionnelles](#) approuvées dans le budget de l'AF13 a également été présenté.
- Le CP a adopté la [Résolution PC/15/2013/2](#) approuvant le budget annuel de l'AF14.

Actions de suivi :

- Les comptes définitifs de l'année fiscale 2013 seront présentés dans le cadre du Rapport annuel de l'AF13 avant la PA6/PC16.
- La FMT rédigera une Note sur les propositions budgétaires futures, note qui sera disponible deux semaines avant la réunion du CP correspondante.

Session 7a. Liens entre les cadres nationaux de S&E et le cadre de S&E au niveau du FCPF

- Le [Libéria](#) et le [Népal](#) ont présenté leur cadre national de suivi et d'évaluation (S&E), aligné au rapport d'avancement de la préparation à la REDD+. Ces deux pays utiliseront le modèle révisé de rapport national sur la préparation (approuvé pour le S&E dans le cadre programme du FCPF).

- Les pays ont jugé l'exercice très utile et permettant de déterminer les étapes et résultats majeurs de la préparation dans un court délai tout en évaluant la faisabilité. Il reste à voir comment passer d'un rapport basé sur les activités à un rapport basé sur les résultats.
- Les Participants ont suggéré à la FMT d'examiner les options d'assistance à d'autres pays pour développer les cadres nationaux de S&E y compris l'alignement aux rapports sur la préparation et aux indicateurs du FCPF au niveau des programmes.
- Les OSC ont suggéré la production de rapports satellites rédigés par les OSC, conjointement aux rapports annuels de S&E et de MTR.
- Les Participants ont examiné comment intégrer les informations provenant de la notification de S&E dans le rapport à mi-parcours. Ils ont souligné l'importance d'établir des liens entre le S&E pour la REDD+ et d'autres initiatives de suivi, par exemple pour le FLEGT.

Actions de suivi :

- La FMT veut appuyer d'autres Pays REDD à harmoniser leurs rapports de S&E pour le FCPF et le suivi et la notification des progrès de la préparation grâce à des sessions globales d'apprentissage à distance.
- Le FCPF et le Programme ONU-REDD examineront les moyens de coordination de la notification de S&E dans les pays où les deux initiatives interviennent.

Session 7b. Présentation de la stratégie cadre de gestion des connaissances et de communication au niveau mondial

- La FMT a présenté [la version provisoire d'une stratégie cadre de gestion des connaissances et de communications](#), y compris un plan provisoire d'activités prévues pour l'AF 2014.
- Les nombreux commentaires, suggestions et réactions des Participants seront pris en compte par le FCPF pour finaliser la stratégie cadre tout en gardant à l'esprit la capacité du personnel de la FMT en matière de communications et de gestion des connaissances.

Actions de suivi :

- La FMT finalisera la stratégie cadre en prenant en compte les réactions des participants et la fera circuler aux Participants.

Sessions 8a-b. Exposés de l'ONU-REDD et du Programme d'investissement forestier

- Les représentants du Programme ONU-REDD et du Programme d'investissement forestier (PIF) ont présenté la situation de leurs initiatives respectives, y compris les réunions récentes.
- Le [programme ONU-REDD](#) a mentionné le nouveau chef du programme M. Mario Bocucci. Il a également été rapporté que la Norvège, l'Espagne et le Luxembourg ont apporté des contributions généreuses et que le total des fonds atteint maintenant 169 millions de dollars. Un changement important porte sur le nombre de sièges de donateurs sur le Conseil d'orientation de l'ONU-REDD, qui est passé à neuf tandis que le nombre de sièges des autres catégories reste inchangé.
- Le [PIF](#) a présenté en détail la situation des activités du programme et a indiqué entre autres que le sous-comité du PIF a demandé à l'unité administrative (UA) des Fonds d'investissement climatiques (FIC) de suggérer des options et des critères d'inclusion de nouveaux pays dans le PIF au cas où des

nouvelles ressources sont disponibles. L'UA des FIC a indiqué que le cadre du FCPF d'évaluation de la préparation peut orienter l'identification des pays candidats potentiels au PIF.

- Les participants ont reconnu l'amélioration de la coordination entre les trois initiatives internationales pour la REDD+ mais ont insisté sur la poursuite des efforts dans ce sens, surtout sur les sujets transversaux.
- Les observateurs des populations autochtones ont souligné l'importance de tirer les leçons du retrait de la COONAPIP, l'organe de coordination des peuples autochtones du Panama, du Programme ONU-REDD au Panama. Le PNUD a reconnu que le processus était important et a demandé à se référer aux futurs résultats de l'enquête indépendante en cours à ce sujet.

Suivi :

- Les Participants ont demandé à la FMT de faire un rapport sur l'amélioration de la coordination entre les trois initiatives internationales sur la REDD+, en particulier sur les activités conjointes, dans le cadre du rapport d'avancement soumis au CP. Il lui a également été demandé de mettre à jour le tableau de bord en ce qui concerne le statut des pays couverts par le Programme ONU-REDD (le cas échéant).

Session 9a. Panel de partage des connaissances sur les mécanismes de gestion des fonds REDD+ au niveau national

- Un panel a examiné comment certains pays (Indonésie, Éthiopie) conçoivent les mécanismes nationaux de gestion des fonds REDD+.
- L'Indonésie a présenté le modèle novateur du [Fonds fiduciaire national pour la REDD+, FREDDI](#), notamment les trois modalités d'échelonnement des instruments de financement pour la REDD+ (subventions, intermédiaires d'échange et investissements), la structure de gouvernance, la stratégie de mobilisation des fonds et les objectifs de financement, avec un rôle de plus en plus important prévu pour le secteur privé intérieur.
- L'Éthiopie a présenté son [Fonds pour une économie verte résiliente face aux changements climatiques \(CRGE Facility\)](#), créé pour financer la mise en œuvre de la stratégie ambitieuse d'économie verte du pays, dont l'objectif est de permettre au pays d'atteindre un statut de revenu moyen d'ici 2025. La REDD+ est l'une des quatre initiatives de mise en œuvre accélérée identifiées. Des détails sur la structure, les modalités de gouvernance, les fonctions des institutions nationales impliquées, les dispositifs de financement et de décaissement et le statut actuel du Fonds ont été présentés.
- Sur la base des expériences et des leçons apprises en Indonésie et en Éthiopie ainsi que dans d'autres pays ayant créé des fonds fiduciaires nationaux pour la REDD+, le Programme ONU-REDD et le FCPF planifient un [échange de connaissances Sud-Sud sur la conception d'un fonds national pour la REDD+](#) afin d'identifier des solutions et de fournir des informations en temps opportun. Les autres pays impliqués dans cet échange sont le Brésil, la Colombie, la RDC et le Vietnam. D'autres pays sont invités à y participer. Une réunion de planification initiale s'est tenue à Bonn en mai 2013 pour identifier les principaux thèmes : la gouvernance du fonds, les modalités de décaissement du fonds, l'harmonisation entre les fonds nationaux et les objectifs stratégiques, les sources de financement et les sauvegardes.

Session 9b. Panel de partage de connaissances sur la transition entre les projets de REDD+ et les Programmes et Politiques

- Un panel a examiné comment les pays tentent de relier les activités de REDD+ au niveau local et le cadre national de REDD+, en mettant en avant les expériences de l'Indonésie.
- The Nature Conservancy (TNC) a présenté [les leçons de la REDD+ juridictionnelle du district de Berau dans le Kalimantan oriental](#), notamment les incitations pour intégrer la REDD+ dans la planification du développement et les licences au niveau de la juridiction, ainsi que les bénéfices de non comptabilisation des crédits au niveau des projets dans le cadre d'un programme juridictionnel. La présentation a développé le rôle d'un programme juridictionnel dans le contexte d'une stratégie nationale de REDD+ et les stratégies et défis pour relier les efforts juridictionnels et les cadres nationaux de REDD+.
- L'Indonésie a présenté [son cadre émergent de mise en œuvre de la REDD+](#) en mettant l'accent sur l'intégration des initiatives infranationales dans une approche nationale, la diversité des activités infranationales et locales de REDD+ ainsi que les normes nationales pour les activités de démonstration de la REDD+, publiées en 2013. La présentation a souligné l'importance de la cohérence de la comptabilité du carbone forestier parmi les différentes activités de démonstration de la REDD+ pour appuyer l'établissement des REL/RL et du BAU.
- Sur la base de l'expérience approfondie de l'Indonésie, la FMT a présenté les résultats d'un échange de connaissances entre les pays REDD sur [liens entre les initiatives locales et la formulation de la stratégie de REDD+](#). À ce jour, l'échange a impliqué des décideurs et des praticiens issus de douze pays. Les résultats sont résumés dans un [rapport détaillé](#), présentant des points intéressants sur les contraintes subies par les praticiens pour la mise en œuvre au niveau local et les défis rencontrés par les pays pour imbriquer les projets dans les cadres nationaux de REDD+.

Session 10a. Prochaines réunions

- Les participants préfèrent avoir la réunion du CP du FCPF et celle du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD l'une après l'autre si possible. En conséquence, la tenue de la prochaine réunion lors de la première semaine de décembre 2013 à Genève en Suisse a été approuvée. Les dates exactes seront annoncées prochainement. Le Honduras et la Tanzanie ont généreusement proposé d'accueillir les prochaines réunions du CP du FCPF.

Cordialement,

Dr. Iman Santoso, au nom des Pays REDD Participants
Valérie Reboud, France, au nom des contributeurs financiers